

Rubicon

Un autre Rubicon a été franchi. Ce qui était malheureusement prévisible n'a pas tardé à se réaliser, favorisé par un petit jeu diplomatique dégueulasse entamé par les États-Unis. Suite à leur annonce de vouloir constituer une armée régulière stationnée le long de la frontière turco-syrienne — en enrôlant une partie importante de combattants des YPG kurdes au nord de la Syrie —, le régime d'Ankara a lancé le 19 janvier une offensive militaire contre l'enclave d'Afrin tenue par ces derniers.

De toute évidence, cette offensive a été préparée de longue date, comme en témoigne par exemple l'intégration de nombreux groupes armés islamistes aux côtés des soldats turcs (membres de l'OTAN), une intégration qui ne se réalise pas en quelques jours. Il est difficile de croire que les différentes puissances présentes dans le conflit syrien, notamment la Russie qui contrôle les airs, n'étaient pas au courant. Quoi qu'il en soit, des accords tacites ont été manifestement donnés, l'aviation turque bombardant à sa guise les positions des YPG et

des villages autour d'Afrin, ainsi que la ville même. Une fois de plus dans l'histoire, la population kurde — et pas seulement — fait les frais d'un terrible jeu international.

Que nous n'ayons pas adhéré aux louanges de la « révolution au Rojava » tressés par quasi toute la gauche et une partie considérable d'anarchistes, tient à de nombreuses raisons. Une des plus importantes est sans doute le fait que toute tension révolutionnaire sur place reste subordonnée à la hiérarchie aguerrie issue d'une très classique version stalinienne de la lutte de libération nationale.

Que les soulèvements non sans esprit libertaire de ces dernières années — y compris en Syrie — aient aussi provoqué des répercussions jusque dans les appareils du mouvement kurde nous semble également un fait indiscutable, ouvrant effectivement la voie à une approche moins centralisée et moins dirigiste de la lutte au Kurdistan. Par contre, cela ne change rien au fait qu'un appareil politico-militaire reste un appareil, « obligé » de faire tout ce que prescrit la stratégie politique : alliances imbuables, brusques revirements, répression des voix discordantes, propagande hypocrite. Tout en reconnaissant l'importance des combats livrés par des milliers d'hommes et de femmes, au Rojava syrien comme dans les montagnes de Turquie, animés par une certaine idée de libération, les louanges nous semblaient pour le moins déplacés, sinon mystifiants, lorsque la hiérarchie des YPG signait en pleine révolution syrienne un « accord » avec le régime sanguinaire d'Assad pour s'assurer de la gestion d'une partie du territoire syrien (« *c'était une nécessité stratégique* »); qu'ensuite elle concluait des accords militaires avec des pays comme les Etats-Unis

pour s'assurer de livraisons d'armes et d'entraînements avec ses instructeurs (« *sinon comment se défendre face à Daesh ?* »); qu'elle ne cherchait jamais à étendre le « conflit révolutionnaire » en dehors des confins du Kurdistan (« *il faut être réaliste* ») par exemple en appelant à lutter contre les démocraties européennes plongées jusqu'au cou dans la prolongation de cette guerre; et qu'au final, triste nécessité, elle acceptait la présence d'au moins deux mille soldats américains, français et autres sur son « territoire libéré », allant aujourd'hui jusqu'à offrir l'installation de deux bases américaines dans le Rojava, l'une à Rmeilan et l'autre au sud-est de Kobané. Peut-être sommes-nous bornés, mais en tant qu'anarchistes, nous continuons à avoir du mal à percevoir comment une véritable révolution sociale pourrait se réaliser sous les ailes protectrices des F-16 américains et des forces spéciales françaises.

Ceci dit, rester à l'écart de ce conflit dans une sorte d'indifférence molle pour ne pas avoir à se salir les mains nous semble tout aussi inacceptable que de fermer les yeux devant la direction hiérarchique des YPG et sa doctrine politico-militaire. L'offensive turque à Afrin fait par exemple écho à la guerre que le régime d'Erdogan livre au Kurdistan en territoire turc à coups de massacres, de bombardements et d'exécutions — d'ailleurs non sans rencontrer une très forte résistance. Au fond, ce sont les termes mêmes de la question qu'il faudrait changer. Et cela vaut aussi, nous semble-t-il, pour tant d'autres conflits traversés par de très vastes stratégies géopolitiques, que ce soit au Yémen où la guerre continue sans

trêve, dans le reste de la Syrie, en Palestine où la guerre s'intensifie à nouveau, en Ukraine ou dans maints pays d'Afrique. Certes, nous pouvons apporter notre soutien aux groupes de combat anarchistes qui se sont constitués au Kurdistan avec des perspectives révolutionnaires affirmées. Et même si des informations plus précises font pour l'instant défaut — au moins pour nous — quant à leurs activités et positionnements face à la hiérarchie militaire des YPG, nous ne pouvons que reconnaître une véritable volonté internationaliste chez les compagnons qui se sont engagés dans ce combat, tout en espérant que leurs expériences et retours critiques aideront à mieux comprendre la situation. Ailleurs aussi, nous pouvons de la même façon apporter notre solidarité aux anarchistes pris dans une guerre ou subissant des régimes répressifs particulièrement féroces. Oui, nous pouvons faire tout cela, mais pas seulement.

A ce propos nous reviennent en tête les paroles de Louis Mercier Vega, inlassable combattant anarchiste ayant traversé de nombreuses situations de conflits aigus sur différents continents, des mots datant de 1977, en pleine explosion de guérillas et de guerres : *« Quant à la sempiternelle considération que tout acte, tout sentiment exprimé, toute attitude fait le jeu de l'un ou l'autre antagoniste, elle est sans nul doute exacte. Le tout est de savoir s'il faut disparaître, se taire, devenir objet, pour la seule raison que notre existence peut favoriser le triomphe de l'un sur l'autre. Alors qu'une seule vérité est éclatante : nul ne fera notre jeu si nous ne le menons pas nous-mêmes. Ne pas vouloir participer aux opérations de politique internationale, dans l'un des camps en lutte, ne signifie pas qu'il faille se désinté-*

resser de la réalité de ces opérations. » Mener notre propre jeu, donc. Par crispation identitaire ? Par fermeture idéologique face à des réalités sociales et historiques complexes ? Par crainte de s'embourber et de servir de petites mains ? Au-delà de ces difficultés, quelques raisonnements nous amènent pour bien d'autres motifs à partager la perspective ici énoncée par le vieux combattant acrate.

Le premier part du fait que si l'autorité n'est pas accoucheuse de liberté, qu'elle ne l'a jamais été, et que nulle auto-organisation ne peut surgir d'une approche autoritaire, centraliste et hiérarchisée de la lutte, il n'en demeure pas moins que des tensions vers l'auto-organisation et la liberté sont souvent présentes au sein même de ces conflits, y compris lorsque ceux-ci sont dominés par des courants autoritaires (par exemple avec une idéologie de libération nationale ou de communisme). Dans ce cas, on sait d'avance que les appareils de ces organisations de lutte n'hésiteront tôt ou tard pas à réprimer, écraser, récupérer ou éliminer ces tensions, tout en faisant montre (souvent, pas toujours) de prudence pour ne pas perdre le contrôle de la situation. Plutôt que mettre *de fait* leurs énergies et enthousiasmes à disposition d'un tel appareil, les anarchistes ne pourraient-ils pas à l'inverse imaginer des façons de soutenir, défendre et élargir ces tensions vers l'auto-organisation et la liberté, tout en préparant et en se préparant à l'inévitable confrontation décisive avec les forces autoritaires ?

Nombre d'exemples du passé — de l'Ukraine libertaire de 1917–1921 à l'Espagne révolutionnaire de 1936, voire lors de situations de conflits très intenses dans les années 70 —, nous montrent comment les anarchistes et les tensions libertaires au sein de vastes pans de la population

perdent en vitesse et en force, finissant par être vaincus avec plus ou moins de facilité, avec plus ou moins de terreur et de massacres, à force d'attendre que les autoritaires se «démassquent» tous seuls en déclenchant leur répression finale. Il est difficile de prévoir *le* moment d'une rupture insurrectionnelle à l'intérieur d'un conflit qui inclut une importante présence autoritaire, mais il est cependant certain que si l'initiative ne vient pas des anti-autoritaires, que si ce n'est pas nous qui franchissons les points de non-retour, la révolution sociale est vouée à une mort certaine.

Un deuxième raisonnement, plus lié à une situation de guerre comme c'est le cas aujourd'hui dans plusieurs régions de la planète, est que mener *notre jeu*, c'est-à-dire combattre pour la libération totale et pour détruire tout pouvoir, doit certes prendre en compte des analyses sur la situation politique, sur les enjeux stratégiques ou sur les projets de la domination afin d'avoir l'indispensable connaissance des conditions dans lesquelles se déroule la lutte, mais que cette connaissance ne devrait pas venir se substituer au projet anarchiste lui-même. Pour être clairs, nous ne devrions en aucun cas mettre notre projet de destruction de tout pouvoir entre parenthèses, y compris au nom de notre solidarité avec ceux qui se battent. Se solidariser, s'impliquer directement dans une lutte d'opprimés contre des oppresseurs ne devrait ainsi pas impliquer de soutenir les premiers quand ils veulent à leur tour s'ériger en nouveaux oppresseurs. Cela peut effectivement nous amener à garder une certaine distance avec des situations de conflit particulières, faute de disposer d'un point de référence qui nous aide à saisir les tensions libertaires

présentes en son sein, et dans l'impossibilité de pouvoir y prendre part directement sans se placer sous les ordres d'une hiérarchie quelconque.

Par contre, tout en restant dans le cas d'une telle situation, si nous analysons les rapports intrinsèques entre guerre extérieure et guerre intérieure, entre l'intervention militaire menée par un État dans un pays lointain et ses nécessaires maintiens de l'ordre, serrages de vis et intensifications de l'accumulation capitaliste à l'intérieur, il est difficile de ne pas voir toutes les possibilités d'intervention qui s'offrent à nous. Prenons par exemple le cas des opérations militaires françaises au Sahel menées au nom de l'« anti-terrorisme ». Faute de disposer d'un point de référence sur place qui pourrait ouvrir la possibilité d'une intervention révolutionnaire directe et internationaliste, cela n'empêche en rien d'agir ici même, dans l'État d'où partent ces opérations, dans celui qui s'en sert pour ressouder le consensus social entre dominés et dominants, pour réaliser d'importants bénéfices ou pour resserrer la surveillance contre tout un chacun...

Alors oui, faire *notre* jeu. Mais est-ce que notre jeu consiste juste à élaborer de belles théories depuis le quai pendant que la tempête fait rage au large? Pendant que des milliers de personnes crèvent sous les bombes et se font massacrer au nom d'un quelconque pouvoir? Non, impossible d'accepter une telle position si on ne veut pas jeter à la poubelle la cohérence révolutionnaire qui devrait caractériser notre agir, la sensibilité qui loge au cœur de tout ennemi de l'autorité, l'éthique qui nous dis-

tingue, parfois à un prix chèrement payé, de la politique et du calcul. Notre action ne devrait donc pas consister en déclarations de principe solennelles ou en protestations symboliques. Face aux massacres perpétrés hier en ex-Yougoslavie ou aujourd'hui à Afrin, au Yémen, en Syrie, dans les montagnes du Kurdistan, en Palestine, en maints pays d'Afrique, en Birmanie ou ailleurs,... il faut agir en anarchistes, c'est-à-dire aux ordres de personne et au seul nom de la liberté, par exemple en frappant la guerre là où elle est produite. Dans les entreprises militaires, dans la logistique des armées, dans les profiteurs de guerre, dans les convois et les transports de matériel d'approvisionnement, dans leurs centres de recherche : en réalité, de nombreuses pistes se présentent à qui veut s'opposer — concrètement — à la guerre en cours.

Ces dernières années, plusieurs efforts ont déjà été faits dans une telle direction et demeurent d'une actualité brûlante, comme en Italie où des engins de chantier d'entreprises construisant une nouvelle base militaire ont été brûlés dans le sud, où le laboratoire Cryptolab de l'université de Trente et le pôle Meccatronica qui participent à la recherche militaire ont été livrés aux flammes. Comme en Belgique aussi, où trois grandes entreprises du secteur militaire ont brûlé, ravageant dans deux cas la quasi totalité de ces fabricants de mort. Sous un autre angle encore, des infrastructures logistiques de l'armée et des industries de guerre ont aussi fait l'objet de sabotages, comme à Bâle où le chemin de fer servant au transport de troupes suisses a été saboté, comme à Munich où le tronçon ferroviaire pour marchandises utilisé par un grand complexe militaro-industriel a été saboté, comme à Sant'Antioco en Italie où un convoi militaire a été paralysé

ou comme dans le Trentin, toujours en Italie, où des antennes de télécommunication militaires ont brûlé. Parfois même, certaines attaques ont directement ciblé les forces armées, comme à Munich lorsqu'un camion militaire a été livré aux flammes, à Montevideo où une Académie Militaire a reçu des molotov, à Decimomannu en Italie, où un incendie est venu frapper l'aéroport militaire, à Brême en Allemagne, où 18 véhicules militaires du génie ont été calcinés, à Dresde où un véhicule militaire a brûlé, ou en France aussi lorsqu'une caserne de la gendarmerie (qui est un corps militaire) a été incendiée ou des voitures de gendarmes brûlées juste sous leur nez. Des échos d'attaques contre les profiteurs et les intermédiaires de guerre se sont également fait jour, comme ces sabotages en Italie contre les intérêts de la multinationale du pétrole et du gaz ENI, impliquée dans le conflit libyen, ou comme à Paris lorsqu'une attaque incendiaire contre des camions-toupies de Lafarge a certes échoué, mais non sans rencontrer un écho à Toulouse le mois suivant, où trois de ces mêmes camions ont flambé. Lafarge-Holcim est un cimentier qui a d'importants intérêts économiques en Syrie, où il a d'un côté construit des bunkers pour le compte du régime d'Assad, et de l'autre collaboré financièrement avec Daesh au nom du *business as usual*, lorsque ses cimenteries se trouvaient dans le territoire occupé par ces derniers.

Ces quelques pistes et exemples récents ne sont pas destinés à nous aider à trouver plus facilement le sommeil pendant que les massacres continuent. Ce ne sont pas des

litanies à réciter pour mettre sa propre conscience en paix. Ils trouvent simplement leur place ici parce que *dans les faits*, il est possible d'attaquer la guerre, en nous suggérant des possibilités d'intervention là où nous sommes. Le projet anarchiste de libération totale ne saurait — encore moins en ces temps de militarisation accrue et de guerres à tout va — se passer d'un approfondissement sur comment intervenir dans de telles situations, qu'on se trouve au cœur du conflit ou, disons, à une certaine distance géographique. De tels approfondissements, en s'exprimant à travers l'attaque, parleront sans doute beaucoup plus de notre conception de la liberté et de la solidarité avec ceux qui se battent contre une oppression, qu'en ralliant des étendards qui ne peuvent pas être les nôtres.

[*Avis de tempêtes* / Bulletin anarchiste pour la guerre sociale, n. 2, 15 février 2018]

Rubicon